



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL EN

ÉTHIOPIE



ECA

Information sur le programme

À propos du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Situé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de ressources et de connaissances qui appuie activement les efforts nationaux visant à renforcer les systèmes ESEC. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

À propos du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des groupes de réflexion, des organisations régionales et des ministères des pays en développement, afin d'y favoriser la croissance, de réduire la pauvreté et d'impulser des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Cette publication a été rédigée par Jacob Zewoldi, consultant auprès du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa, ON Canada 1 Tel 1 613-236-6163
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2019

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Basé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI, ou de son Conseil des gouverneurs.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref aperçu sur le pays	2
Performances des systèmes d'ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement	6
Système d'établissement des statistiques de l'état civil	7
Statistiques de l'état civil	7
Causes de décès	8
Numérisation	8
Informatisation	8
Application de la technologie mobile	8
Initiatives d'amélioration et soutien externe	8
Plan d'amélioration et budget	8
Appui des partenaires de développement	9
Propositions visant à améliorer la coordination des activités	10
Ressources	10
Sites web	10
Matériels supplémentaires	10
Conclusion	11
Annexe : Organigramme de l'Agence fédérale d'enregistrement des faits d'état civil	12
Notes de fin	13

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil (ESEC) de l'Éthiopie.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par l'Agence Fédérale d'enregistrement des faits d'état civil (Federal Vital Events Registration Agency) en décembre 2018, d'une revue documentaire et d'entrevues menées auprès des principales parties prenantes du pays. Le rapport présente le contexte du pays, les indicateurs choisis qui sont pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes d'ESEC, les activités des intervenants ainsi que les ressources disponibles et nécessaires au renforcement des systèmes d'ESEC et à leur coordination, entre autres.

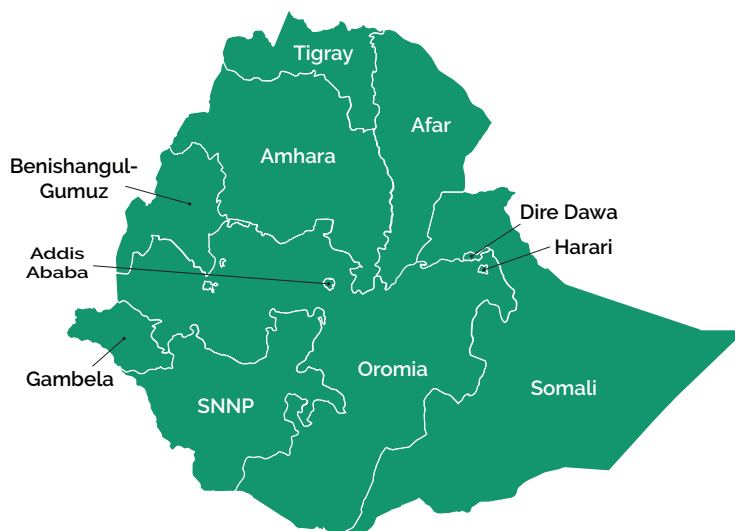
Bref aperçu sur le pays

L'Éthiopie est un pays enclavé d'Afrique de l'Est d'une superficie totale de 1,104 million de kilomètres carrés. Il est bordé par l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, le Kenya, le Soudan du Sud et le Soudan. Les caractéristiques topographiques du pays vont de 110 mètres sous le niveau de la mer dans la dépression d'Afar au plus haut sommet, le Ras Dashen, à 4 550 mètres au-dessus du niveau de la mer¹.

L'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigéria, avec une population estimée à 108 millions d'habitants en 2018 et un taux de croissance moyen annuel de 2,43 %². Environ 84 % de la population vit en milieu rural. L'agriculture reste la principale occupation de la majorité de la population rurale sédentaire. La population des zones de plaines semi-arides et arides est essentiellement pastorale.

- Capitale : Addis Abeba
- Langues de travail officielles : l'amharique et l'anglais

Éthiopie



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de la Paix.
- Organisme d'enregistrement des faits d'état civil : Federal Vital Events Registration Agency (FVERA)
- Bureau national des statistiques : Central Statistics Agency (CSA)

Le pays est un état fédéré avec neuf états régionaux autonomes et deux administrations municipales. Les états régionaux, aussi appelés *kilils* localement, et les administrations municipales sont indiqués sur la carte. Le pays est organisé sous la forme d'un système administratif décentralisé dans lequel les États régionaux ont des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. L'organisation du système d'enregistrement des faits d'état civil est alignée sur la structure administrative décentralisée du pays comme en atteste la structuration de la FVERA présentée en Annexe.

Performances des systèmes d'ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ³	Non disponible
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été signalée comme ayant été déclarée auprès d'une autorité civile	3 % (2016) ⁴
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	28 % (2016) ⁴
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	62 % (2016) ⁴
Taux de couverture vaccinale du DPT1 chez les enfants d'un an ⁵	86 % (2016) ⁶
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	31,8 (2016) ⁶
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	4,2 (2016) ⁶
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	64,9 (2016) ⁷
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	40,6 % (2017) ⁸

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	Non disponible
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	6,8 (2016) ⁶
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	41 (2017) ⁹
Taux de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	59 (2017) ⁹
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	353 (2015) ¹⁰

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	14 % (2016) ⁴
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	40 % (2016) ⁴
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

En août 2012, la République fédérale démocratique d'Éthiopie (FDRE) a publié la loi n° 760/2012¹¹ relative à l'enregistrement des faits d'état civil et à la carte d'identité nationale. Cette loi rend obligatoire l'enregistrement de ces faits. La loi stipule que les faits d'état civil à enregistrer sont les suivants : naissance, décès, mariage, divorce, adoption, reconnaissance et légitimation. Elle exige également que la cause du décès soit enregistrée pour les décès naturels et non naturels. La loi est entrée en vigueur à la mi-2016. Cependant, elle n'était pas pleinement mise en œuvre dans son champ d'application parce que l'enregistrement était limité aux seuls ressortissants éthiopiens. Cette situation a été corrigée par la promulgation d'une proclamation n° 1049/2017¹² modifiée qui a étendu la couverture des services d'enregistrement aux demandeurs d'asile, réfugiés et non-ressortissants résidant en Éthiopie, entre autres. Des exemplaires des proclamations sont disponibles à l'adresse <https://data.unicef.org/country/eth/>.

Gestion, organisation et fonctionnement

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes d'ESEC

La loi sur l'état civil prévoyait la création d'un conseil des faits d'état civil (Vital Events Council) et d'un conseil d'administration de l'état civil (Civil Registration Management Board) à l'échelon national. Le Conseil supervise le processus d'amélioration et le fonctionnement du système d'ESEC, tandis que le conseil d'administration gère le fonctionnement continu du système de l'état civil. Ces deux organismes sont entrés en fonction en 2013. Un groupe de travail technique de coordination, composé de ministères et d'organismes fédéraux et de partenaires de développement, a également été créé la même

année. La FVERA est assurée le rôle de secrétariat dans les trois organes. La composition de ces organismes de coordination est la suivante :

Federal Vital Events Council : Conseil composé de tous les membres du Conseil de gestion (Management Board) énumérés ci-dessous, des neuf régions et de deux représentants des administrations municipales, ainsi que des responsables de toutes les agences régionales d'enregistrement des faits d'état civil.

Management Board : ministère de la Paix, ministère de la Santé, ministère de l'Éducation, ministère de la Femme et de l'Enfant, Agence centrale de statistique, ministère des Technologies de l'information et de la Communication, ministère des Affaires étrangères, agence fédérale d'enregistrement des faits d'état civil, bureau du projet d'identité nationale, ministère des Finances, Procureur général.

Groupe de travail technique de coordination : La fonction principale du Groupe est de conseiller le Conseil et le Conseil d'administration sur les questions techniques et financières. Il est constitué de : Agence fédérale d'enregistrement des faits d'état civil, ministère de la Santé, ministère de l'Éducation, ministère de la Santé, ministère des Femmes et de l'Enfance, Agence centrale de statistique, ministère des Technologies de l'information et de la Communication, département principal de l'Immigration et des Affaires nationales, Agence de sécurité des réseaux informatiques, École universitaire de santé publique d'Addis-Abeba, Centre universitaire des études démographiques, faculté technologique de l'Université d'Addis Abeba, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA), Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Plan International.

Plusieurs ministères et institutions gouvernementales ont conclu un accord bilatéral pour mettre en œuvre leurs initiatives respectives dans le cadre des systèmes d'ESEC au moyen de documents officiels et de protocoles d'entente.

assortis de délais. De tels accords bilatéraux ont été conclus entre la FVERA et le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Femme et de l'Enfance, l'Agence centrale de la statistique. La VERA estime qu'il s'agit d'un outil de coordination utile.

Centres d'enregistrement à l'échelon administratif

Les États régionaux sont administrativement divisés en zones, *weredas* ou districts et en unités administratives de niveau inférieur connues sous le nom de *kebele*. L'enregistrement des événements de l'état civil a lieu dans les *Kebeles*. En décembre 2018, il y avait 18 617 *kebeles*, dont 16 883, soit environ 90 %, avaient commencé à fournir des services d'état civil à la population. Parmi les *kebeles* qui sont opérationnels, 92 % se trouvent dans des zones rurales. Chaque *kebele* a un responsable de l'état civil ou de l'enregistrement.

Les autres sites d'enregistrement des faits d'état civil sont les bureaux de l'Administration éthiopienne pour les réfugiés et les rapatriés les plus proches des sites de réfugiés; les navires éthiopiens pour l'enregistrement des naissances et des décès survenus en mer; les missions éthiopiennes pour les ressortissants éthiopiens

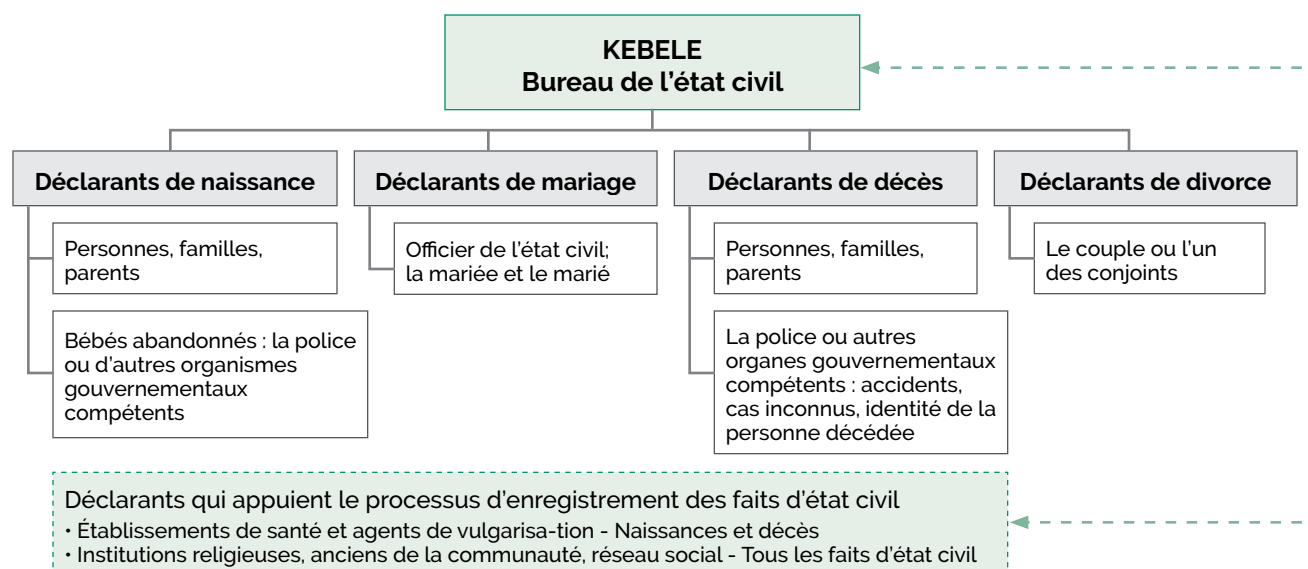
résidant dans d'autres pays et le ministère de la Défense nationale pour l'enregistrement des naissances et décès survenus dans des camps militaires.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

L'une des principales caractéristiques de la plupart des bureaux d'enregistrement des *kebeles* est qu'ils sont accessibles à pied à la majorité de la population vivant sur leur territoire, soit à moins de 10 kilomètres. Le ménage le plus éloigné serait à environ 3 heures de marche du bureau d'enregistrement, ce qui n'entraînerait pas de frais de déplacement élevés, le cas échéant.

Il est à noter que dans les régions montagneuses du pays, même si la distance jusqu'au bureau d'enregistrement le plus proche est courte, il faut généralement plus de 3 heures de marche pour parcourir la distance en raison du terrain accidenté. L'accès au service de l'état civil pour la population pastorale vivant dans les basses terres arides est difficile, principalement parce que de nombreux territoires *kebeles* sont vastes et nécessitent de longues heures de marche, dans certains cas jusqu'à 8 heures, pour que des faits d'état civil soient enregistrés.

Figure 1 : Structure d'enregistrement des faits d'état civil au niveau du *kebele*



Enregistrement des faits d'état civil

La loi sur l'état civil exige que tout fait d'état civil soit consigné dans un livret relié comportant quatre copies carbonées pour chaque fait. L'original reste dans le bureau du *kebele* où l'enregistrement a eu lieu. Les deuxièmes, troisièmes et quatrièmes exemplaires sont transmis respectivement au bureau régional, à la FVERA et à l'Agence centrale de statistique (ACS). L'enregistrement sur papier des faits d'état civil a commencé dans la majeure partie du pays à la mi-2016. Les faits d'état civil actuellement consignés dans le système d'ESEC sont les naissances, les mariages, les divorces, les décès et les adoptions. Le graphique 1 illustre le processus d'enregistrement avec dans l'unité administrative ou le *kebele* le plus bas. La loi sur l'état civil exige que les déclarants et les informateurs déclarent les naissances dans les 90 jours et les autres faits d'état civil dans les 30 jours. Les divorces et les modifications doivent d'abord passer par les tribunaux.

L'enregistrement des faits d'état civil est gratuit. Des frais sont exigés pour la délivrance de certificats d'état civil par chaque État régional. Le coût varie d'un État régional à l'autre. Les données disponibles, indiquées dans le tableau 1, montrent que les certificats sont fournis gratuitement à Tigrai et que les deux administrations municipales (Addis-Abeba et Dire Dawa) exigent des droits plus élevés que les États régionaux.

Situation des naissances non enregistrées

Comme l'enregistrement conventionnel des faits d'état civil à l'échelle du pays n'a commencé qu'à la mi-2016, il y a un stock important de faits actuels, tardifs et retardés non enregistrés¹³. Dans certaines régions du pays, il arrive de temps à autre que des registres et des certificats s'entassent en raison de la forte demande d'enregistrement tardif de la part de ceux qui cherchent à obtenir une preuve documentaire du lieu de naissance et une preuve d'âge pour demander des passeports, permis de conduire et autres services similaires.

Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement

La FVERA et le ministère fédéral de la Santé ont convenu de se compléter mutuellement dans le cadre d'un protocole d'accord signé et assorti d'un calendrier précis. Le ministère fédéral de la Santé fournit des notifications de l'occurrence des naissances et des décès qui surviennent dans les établissements de santé. Les formulaires de notification ont été préparés par le ministère fédéral de la Santé en consultation avec la FVERA. La notification fournit les informations minimales requises pour l'enregistrement à l'état civil.

L'Éthiopie ne possède pas de système national d'identification. Avec la création du ministère de la Paix, qui assure la tutelle de la FVERA, une nouvelle restructuration administrative pourrait fusionner ou regrouper les activités de gestion de l'état civil et d'identification nationale.

Tableau 1 : Frais d'obtention de certificats d'état civil dans certaines régions en dollars américains

N°	Régions	Naissance	Mariage	Divorce	Décès
1	Tigrai	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit
2	Nations, nationalités et peuples du Sud	0,69	1,38	2,07	0,34
3	Dire Dawa	1,72	3,45	1,72	0,34
4	Amara	1,21	1,21	0,86	0,34
5	Addis Ababa	1,55	2,76	2,76	1,55

Remarque : 1 USD = 29 Birr au 12 mai 2019

Système d'établissement des statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

L'Agence centrale de statistique (ACS) est le principal organisme chargé de la collecte, de la compilation et de la diffusion des statistiques officielles, y compris les statistiques de l'état civil issues des recensements de la population et du logement et des enquêtes sur les ménages. Elle est également chargée par la loi de coordonner les activités statistiques du pays afin d'assurer l'utilisation de concepts, définitions et classifications statistiques uniformes à l'échelle nationale. Conformément à la loi sur l'état civil de 2012, les informations recueillies par les services de l'état civil sur les naissances, les mariages, les divorces et les décès sont compilées à des fins statistiques et diffusées par ACS.

Le ministère fédéral de la Santé (FMoH) est chargé de notifier le bureau de l'état civil concerné les naissances et les décès, y compris les renseignements sur la cause du décès, survenus dans les établissements de santé. Les *kebeles* enregistrent les faits ainsi que les détails de chaque fait dans les registres d'état civil. ACS est chargée de compiler les statistiques de l'état civil et les renseignements sur les causes de décès à partir des copies des registres qu'elle reçoit des organismes d'enregistrement des faits d'état

civil aux niveaux fédéral et régional. Elle a mis sur pied une Division de la statistique de l'état civil en 2017 avec cinq professionnels comme équipe de base pour traiter et diffuser l'information sur les faits d'état civil. Bien que plus de 18 000 centres d'enregistrement soient opérationnels, l'enregistrement demeure lent depuis son lancement à l'échelle nationale à la mi-2016, principalement en raison de la faible demande. Elle prévoit d'étendre les activités relatives aux statistiques de l'état civil dans un grand nombre de ses bureaux régionaux à mesure que la couverture de l'enregistrement augmentera.

La loi sur l'état civil exige que trois copies détachables des formulaires d'enregistrement parviennent aux agences régionales d'enregistrement à l'état civil (RVERA) dans les 30 jours suivant la date de l'enregistrement. Les RVERA conservent une copie et transmettent les deux autres copies des documents à l'organisme fédéral dans un délai de 30 jours. L'organisme fédéral envoie à son tour un jeu de formulaires d'enregistrement ACS dans les 30 jours. Compte tenu de ces échéances, le délai prévu pour que les registres parviennent à la ACS, à l'exclusion des enregistrements tardifs, serait celui indiqué au tableau 2.

Le temps nécessaire pour que les documents émanant des ambassades éthiopiennes, des navires éthiopiens et du ministère de la Défense nationale parviennent ACS est plus court que ceux indiqués ci-dessus.

Tableau 2 : Nombre maximal de jours qu'il faut pour que les copies des dossiers d'état civil courants parviennent à la ACS

Événements démographiques	Délai pour l'enregistrement d'un événement	Les <i>kebeles</i> transmettent les enregistrements aux RVERA	Les RVERA transmettent les dossiers aux VERA	À leur tour, les VERA les transmettent les dossiers à la ACS	Nombre maximal de jours nécessaires pour joindre la ACS
Naissance	90 jours	30 jours	30 jours	30 jours	180 jours
Décès, mariage et divorce	30 jours	30 jours	30 jours	30 jours	120 jours

En général, il peut s'écouler jusqu'à six mois avant que les copies du formulaire d'enregistrement de naissance n'atteignent la ACS. Pour l'enregistrement sur papier, cela peut prendre jusqu'à 3 mois pour coder, éditer et saisir les données dans les ordinateurs. La compilation et la tabulation des données à différents niveaux administratifs peuvent prendre encore trois mois. Il est donc possible de produire des statistiques de l'état civil fondées sur les systèmes d'ESEC au moins une fois par an.

Causes de décès

Les données sur les causes de décès ne sont actuellement recueillies que pour les décès survenus dans les établissements de santé et codés selon le format de la Classification internationale des maladies (CIM). Le ministère fédéral de la Santé utilise un format CIM 10 modifié. Les bureaux de santé fédéraux et régionaux travaillent à l'amélioration de la notification des décès et des causes de décès. L'Éthiopie expérimente depuis longtemps l'application d'autopsies verbales, mais il n'y a pas d'application officielle à ce jour.

Numérisation

Informatisation

L'Éthiopie étudie la possibilité d'automatiser l'utilisation d'un environnement technologique approprié pour la gestion et la maintenance d'un système efficace d'enregistrement des faits d'état civil. Le coût d'impression et le temps nécessaire pour transmettre les copies finales des registres de l'état civil du *kebele* à l'Office fédéral et à l'Agence centrale de statistique sont un défi de taille qui peut être résolu par l'automatisation du système d'ESEC. Actuellement, seuls 100 bureaux *kebele* d'état civil de la ville d'Addis-Abeba utilisent des ordinateurs pour enregistrer les faits d'état civil et délivrer des certificats.

Application de la technologie mobile

Il est prévu d'introduire des téléphones mobiles à des fins de notification. Cette question est actuellement examinée par la FVERA dans le cadre général de la numérisation du système d'ESEC.

Modèles de formulaires d'enregistrement

- Acte de naissance : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/EngBirthfinal.jpg>
- Acte de mariage : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/EngMarriagefinal.jpg>
- Certificat de divorce : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/EngDivorcefinal.jpg>
- Acte de décès : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/Engdeathfinal.jpg>
- Certificat d'adoption : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/EngAdoption.jpg>

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Cette section présente les plans et le budget du bureau fédéral de l'agence d'enregistrement des faits d'état civil. L'information n'était pas facilement disponible pour les agences d'enregistrement des neuf régions et des deux administrations municipales. En conséquence, les informations sont non exhaustives.

Plan d'amélioration et budget

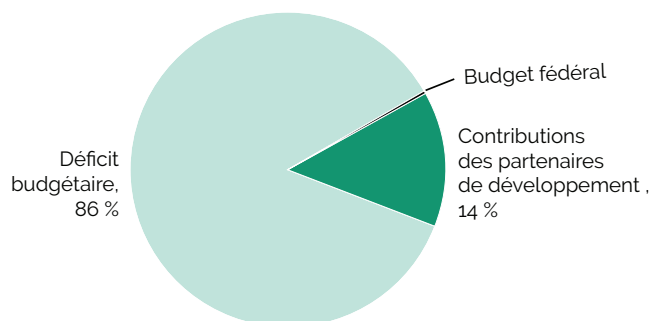
Plan stratégique

- Un plan stratégique quinquennal chiffré couvrant la période 2014-2018 est disponible. Il définit la vision, la mission et le cadre de mise en œuvre pour l'établissement et le renforcement d'un système d'ESEC.
- La FVERA a commencé la préparation du plan 2019-2023. Il procédera à une évaluation complète en 2019 avec l'appui de l'UNICEF et d'autres partenaires de développement.

Allocations budgétaires et besoins

- Coût total estimé pour la période 2014-2018 : 18 000 000 Dollar américain
- Budget alloué par le gouvernement pour la période 2014-2018 : 77 000 Dollar américain
- Appui fourni par les partenaires de développement : 2 500 000 Dollar américain

Figure 2 : Allocations budgétaires et besoins, 2014-2018



Activités indiquées dans le plan national actuel de la FVERA comme étant des priorités de premier plan

Secteurs prioritaires du plan stratégique ayant un financement insuffisant	Estimation des coûts (USD)	Allocation prévue du gouvernement (USD)	Écarts budgétaires prévus (USD)
Automatisation des processus d'enregistrement des faits d'état civil	14 074 000	1 407 400	12 666 600
Perfectionnement des compétences ou du personnel	2 500 000	250 000	2 250 000
Mécanisme efficace de coordination, de suivi et d'évaluation	1 300 000	130 000	1 170 000
Total	17 874 000	1 787 400	16 086 600

Source : Federal Vital Events Registration Agency

Appui des partenaires de développement

Organisations internationales	Type de soutien
GAVI, l'alliance pour les vaccins et la Banque mondiale – Mécanisme de financement mondial	Mettre en place un système d'état civil centralisé et électronique; acheter du matériel de bureau d'état civil (véhicules de terrain, motocyclettes, classeurs); et mener des campagnes de sensibilisation.
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Appui technique et financier
La Commission économique pour l'Afrique (CEA)	Appui technique (formation, conseil)
Pays-Bas par l'intermédiaire de l'Union européenne et de l'UNICEF	Appui financier
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	Rédaction du premier plan stratégique pour la période 2013-2018; Statistiques de l'état civil

Source : Federal Vital Events Registration Agency

Propositions visant à améliorer la coordination des activités

Les systèmes d'ESEC sont multisectoriels et il est essentiel que la coordination entre les principales institutions concernées soit efficace et efficiente. Le nouveau contexte marqué par l'existence d'un protocole d'accord assorti d'un calendrier entre la FVERA et les principales parties prenantes nationales s'est avéré être un instrument utile pour faire avancer l'initiative d'amélioration des systèmes d'ESEC. En outre, la FVERA propose les mesures suivantes pour améliorer la coordination au sein des principales parties prenantes nationales et avec les partenaires au développement.

Parties prenantes nationales des systèmes d'ESEC

- Sensibiliser les principales parties prenantes sur l'importance du système d'état civil.
- Continuer de conclure des accords bilatéraux et multilatéraux assortis de délais avec un plus grand nombre de parties prenantes clés.
- Former le personnel des principales institutions parties prenantes aux principes de base d'un système d'ESEC afin d'amener toutes les parties concernées à un certain niveau de compréhension souhaité. Si les ressources sont disponibles, une formation doit être dispensée aux professionnels de la santé, à la police, aux juges, aux chefs religieux, etc.

Parties prenantes nationales et partenaires du développement

- Renforcer les capacités par la formation des principales parties prenantes des systèmes d'ESEC.
- Services de conseil technique sur la fonctionnalité de l'interopérabilité des différents systèmes.
- Mobiliser les ressources de formation des formateurs dans les institutions parties prenantes du système d'ESEC, les états régionaux et les administrations municipales.

Ressources

Sites web

- Agence centrale de la statistique : <http://www.csa.gov.et/>
- Federal Vital Events Registration Agency (FVERA): <http://www.vera.gov.et>
- Ministère de la Santé : <http://www.moh.gov.et/>; pour les causes de décès http://www.moh.gov.et/web/guest/mhs_1
- UNICEF – Éthiopie: <https://data.unicef.org/country/eth/>
- OMS – Éthiopie – <https://www.who.int/countries/eth/fr/>
- UNFPA – <https://www.unfpa.org/fr/news/ethiopian-women-and-girls-see-remarkable-results-ending-child-marriage>
- <http://www.dataforalldemo.org/dashboard/v1/ethioinfo/ethioinfo#/>

Matériels supplémentaires

- African Child Policy Forum (n.d). Report of Survey on Perception and Practice of Birth Registration in Addis Ababa and the Regional States of Oromia, Amhara and SNNPR (ébauche). Addis-Abeba Éthiopie.
- Ministry of Women' Affairs and UNICEF-Ethiopia (2008). Assessment Report on Model Vital Events Registration Pilot Project of SNNP, Amhara and Tigray Regional States. Addis Abeba, avril 2008.
- Federal Vital Events Registration Agency and UNFPA (2013). Towards sustainable vital events registration and vital statistics systems of Ethiopia: Strategy and Action Plan. Juillet 2013 – juin 2018.
- The WB and Korea Legislation Institute (2017). A Comparative Analysis of Laws on Civil Registration and Vital Statistics Systems: Estonia, Ethiopia, Vietnam, and South Korea. <http://documents.worldbank.org/curated/en/237491510746694949/pdf/121395-WP-PUBLIC-ComparativeAnalysisofLawsonCRVSw eb.pdf>

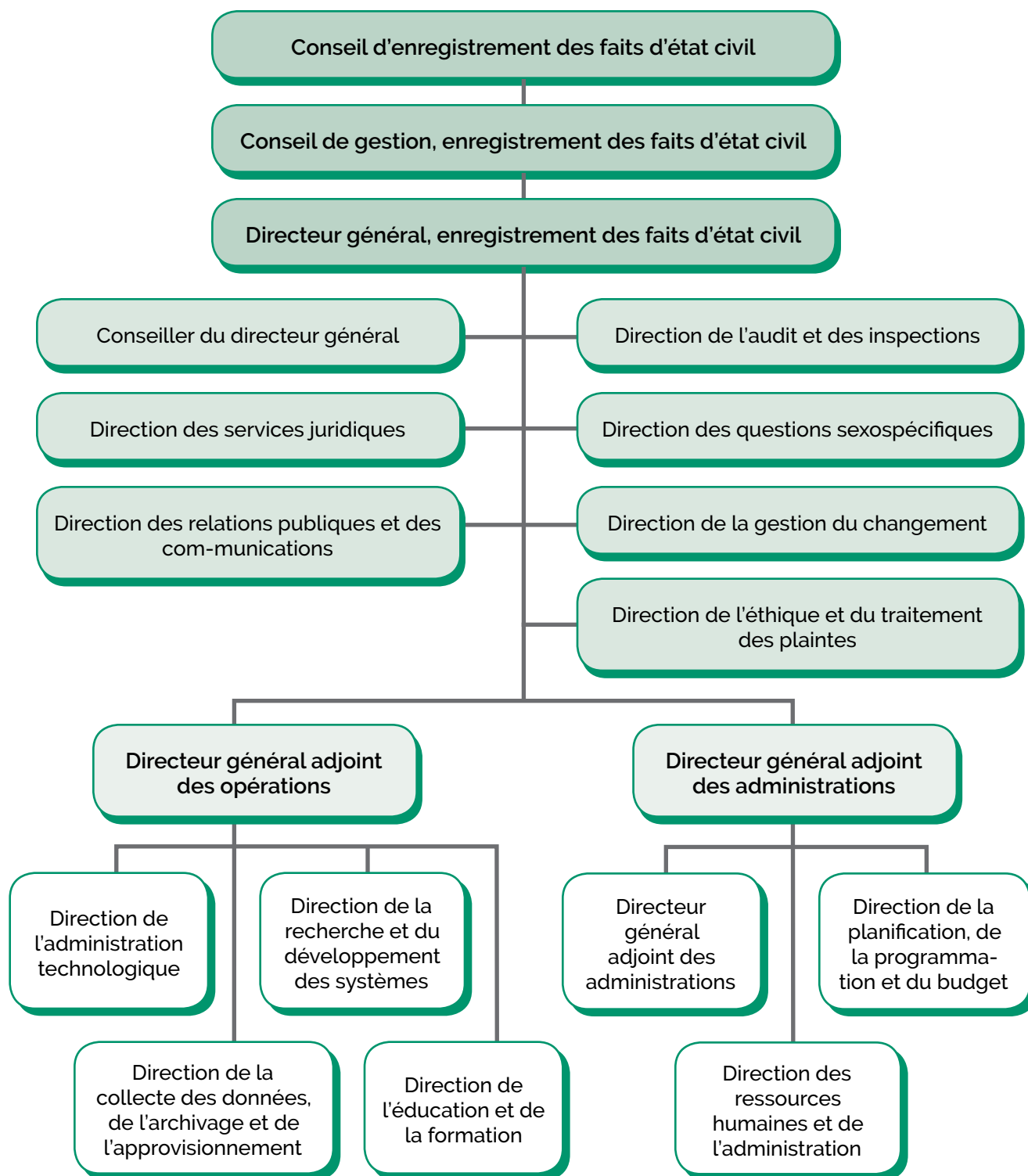
Conclusion

Cela fait environ 3 ans que l'Éthiopie a lancé l'initiative ambitieuse d'établir un système d'ESEC fonctionnel pour la première fois à l'échelle nationale. Dans ce court délai, 85 % des 18 000 centres de services locaux ou *kebeles* ont lancé un système d'enregistrement des faits d'état civil, ce qui facilite l'accessibilité physique des centres pour la majorité de la population. Les autres principaux points forts des systèmes d'ESEC sont les suivants : i) l'existence d'une loi exhaustive sur l'état civil de 2012 qui est alignée sur les principes et recommandations internationaux¹⁴ et qui a été amendée en 2017 pour corriger certaines lacunes, ii) l'engagement du Gouvernement qui s'est traduit par l'adoption de règlements, des amendements aux lois, l'allocation d'un budget pour les opérations d'enregistrement et le renforcement des ressources humaine, iii) l'organisation décentralisée du pays – du niveau administratif fédéral au plus bas ou *kebele* – propice à la prestation de services d'enregistrement géographiquement accessible, iv) l'action des agents de santé prêts qui jouent assure le rôle de déclarants des événements dans chaque *kebele* et v) l'Agence centrale de statistique (ACS), qui existe depuis 60 ans et qui dispose de ressources humaines et matérielles adéquates pour produire des statistiques de l'état civil au moins une fois par an sur une base continue.

Le pays est confronté à plusieurs défis dans l'amélioration des systèmes d'ESEC. Parmi les principaux défis identifiés par la FVERA, il convient de relever :

- a. Inscription sur papier : l'arrêté 760/2012 exige que l'enregistrement des faits d'état civil soit effectué manuellement en quatre exemplaires. Une copie reste dans les centres d'enregistrement, une copie est envoyée au niveau régional et les deux autres copies à l'agence fédérale d'enregistrement des faits d'état civil et à l'agence centrale de statistique. Le coût de l'impression et le temps et les coûts nécessaires pour transférer les copies remplies des registres à toutes les hiérarchies constituent un défi de taille nécessitant l'automatisation du système.
- b. Notification des naissances et des décès survenus : le secteur de la santé n'est pas encore suffisamment organisé pour notifier les naissances et les décès survenus dans tous les établissements de santé.
- c. Manque de sensibilisation sur l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil : une partie importante de la population n'a pas entendu ou ne comprend pas l'importance de l'enregistrement.
- d. Situation des naissances non déclarées – Comme l'enregistrement traditionnel des faits d'état civil a commencé il y a seulement un an, il y a un stock important de faits d'état civils non enregistrés. Actuellement, la demande d'enregistrement différé des naissances pour obtenir les certificats nécessaires à l'obtention de passeports, de permis de conduire, etc. met à rude épreuve le jeune système sur papier en provoquant le stockage des registres et des certificats.
- e. Le manque d'appui sur le terrain et de moyens de transport dans les zones rurales pour assurer un suivi et une évaluation efficaces du rendement du système constitue un grave problème.

Annexe : Organigramme de l'Agence fédérale d'enregistrement des faits d'état civil¹⁵ (décembre 2018)



Remarque : traduit de l'amharique, langue officielle de l'Éthiopie.
Source : Federal Vital Events Registration Agency

Notes de fin

- 1 Agence centrale de statistique, *Ethiopia Census Report 2007*, 2009, <http://www.csa.gov.et>.
- 2 Nations Unies, *World Population Prospects: The 2017 Revision, Volume I: Comprehensive Tables*, Division de la population, 2017, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-I-Comprehensive-Tables.pdf.
- 3 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway (2016), <http://www.getinthepicture.org/system/files/event/documents/>.
- 4 Agence centrale de statistique (ACS) [Éthiopie] et ICF, *Ethiopia Demographic and Health Survey 2016*, Addis-Abeba, Éthiopie et Rockville, Maryland, États-Unis : ACS et ICF, 2016, <http://www.csa.gov.et/survey-report/category/352-dhs-2016>.
- 5 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 6 UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2017*, 2017, <https://www.unicef.org/french/sowc2017/>.
- 7 Banque mondiale, *Taux de fertilité chez les adolescents*, 2018, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT>.
- 8 Nations Unies, *World Population Prospects: Volume II: Demographic Profiles*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, 2017b, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-II-Demographic-Profiles.pdf.
- 9 United Nations Inter-Agency Group for Child Mortality Estimation, *Levels and Trends in Child Mortality Report*, 2018, <http://www.childmortality.org/>.
- 10 Organisation mondiale de la Santé, *Global Health Observatory country views*, 2019, https://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/2016/en/.
- 11 République fédérale démocratique d'Éthiopie, *Registration of Vital Events and National Identity Card Proclamation No. 760/2012*, *Federal Negarit Gazeta*, 18^e année, n° 58, Addis-Abeba, 22 août 2012, 2012.
- 12 République fédérale démocratique d'Éthiopie (FDRE), *Vital Events Registration and National Identity Card proclamation (amendment) Proclamation No. 1049/2017*, *Federal Negarit Gazeta*, 23^e année, n° 74, Addis-Abeba, 7 août 2017, 2017.
- 13 Dans le contexte éthiopien, l'enregistrement actuel est un enregistrement dans les 90 jours pour une naissance et dans les 30 jours pour d'autres faits d'état civil, et l'enregistrement tardif peut représenter jusqu'à des années. L'enregistrement après un an est considéré comme retardé, ce qui entraîne une astreinte.
- 14 Nations Unies, *Principes et recommandations pour un système de statistiques de l'état civil*, rév. 3, Division de statistique, Études statistiques, Série M n° 19/Rev.3, 2014, <https://unstats.un.org/unsd/Demographic/standmeth/principles/M19Rev3fr.pdf>.
- 15 L'organigramme correspond à la structure organisationnelle du 15 décembre 2018. La restructuration des bureaux gouvernementaux était en cours au moment de la rédaction du présent rapport. Il est donc possible que l'organigramme de la FVERA ne corresponde pas en tout point à la structure actuelle de celle-ci.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca